

Les chiffres de l'immigration inquiètent

Le contexte

Mis en cause sur le dossier "soudanais", le secrétaire à l'Asile et à la Migration, Theo Francken (N-VA) possède la compétence la plus controversée du moment. La plus payante électoralement aussi. Entre démagogie et réalité des chiffres, le débat va monopoliser les mois à venir.

Oui

Alain Destexhe

Sénateur et député bruxellois MR

■ La Belgique est devenue un pays d'immigration massive, accueillant plus d'un million de personnes en dix ans, sans débat public. Cette réalité a été cachée à la population pour éviter qu'elle ne s'alarme.

“ Les statistiques sont instrumentalisées par les tenants de l'idéologie multiculturaliste qui exerce une domination quasi totale dans les universités, les institutions publiques et les médias.”

Vous soutenez Theo Francken et sa politique. Est-ce parce que l'immigration et la peur sont électoralement payants ?

Non, le problème réside dans le tabou idéologique et médiatique autour de l'immigration. Si l'on veut contrôler et freiner l'immigration en Europe, selon le souhait de la grande majorité des Européens, encore faut-il qu'ils puissent d'abord prendre connaissance de la gravité de la situation à travers une présentation honnête des statistiques et de leurs conséquences. Or, elles sont manipulées et instrumentalisées en Belgique par les tenants de l'idéologie multiculturaliste, qui exerce une domination quasi totale dans les universités, les institutions publiques (Myria, Unia...) et les médias. En 30 ans, la Belgique s'est transformée en profondeur. Sans débat public, elle est devenue un pays d'immigration massive accueillant plus d'un million de personnes en dix ans dans un pays de 10 millions d'habitants. De 2000 à 2010, le solde migratoire (Ndlr : différence entre le nombre de personnes entrées et sorties du territoire) y a été neuf fois plus important que celui des Pays-Bas, quatre fois plus important que celui de la France ou de l'Allemagne. Cette réalité a été cachée à la population pour éviter qu'elle ne s'alarme.

De quels types d'instrumentalisation de statistiques de l'immigration parlez-vous ?

A l'échelle d'un pays, les chiffres d'un flux annuel sont rarement inquiétants; sur une décennie, ils deviennent alarmants. On parlera par exemple de 40 000 naturalisations en une année mais on ne rappellera pas qu'il y en eut 200 000 en trois ans et un demi-million en 10 ans : 5 % de la population ! De même, on n'écrira pas que plus d'un million

d'immigrés sont arrivés en quelques années. La présentation doit se faire non seulement sous forme de flux mais aussi de stock. Ainsi, si les flux d'immigration d'Européens sont toujours supérieurs (Français et Néerlandais en tête), l'analyse sur 10 ou 20 ans montre qu'un grand nombre retourne dans leur pays mais que les Marocains, Algériens, Turcs... ont une incontestable tendance à s'établir définitivement en Belgique. En Belgique, environ 50 % de l'immigration est liée au regroupement familial. C'est beaucoup plus que chez nos voisins. Les conséquences quasi mécaniques du regroupement familial sur la démographie ne sont jamais expliquées.

Comparée à d'autres pays européens en baisse démographique, la population en Belgique augmente. N'est-ce pas salutaire ?

Les médias lient rarement cette augmentation à l'immigration. En quinze ans, la Belgique a gagné un million d'habitants, passant de 10,2 millions en 2000 à 11,3 millions en 2015, une hausse de 10 % sur une très courte période. Au cours des prochaines décennies, le pays devrait encore gagner un ou deux millions d'habitants alors qu'il est déjà un des plus denses au monde, confronté à de nombreux problèmes liés à cette densité (habitat, transport, environnement...). Jamais non plus cette augmentation ne sera mise en relation avec le nombre de musulmans qui va doubler (1 250 000, soit 11,1 % de la population) ou tripler

(2 580 000, soit 18,2 % !) en 2050 selon les flux migratoires et d'après les projections du très sérieux Pew Research Institute.

L'immigration ne permet-elle pas de lutter contre le vieillissement de la population et la diminution des actifs ?

Seulement si les migrants travaillent et cotisent dans le système. L'augmentation continue de la population de Bruxelles (1 % par an en moyenne, taux exceptionnel pour une ville européenne) est qualifiée de choc démographique mais jamais de choc migratoire. L'immigration et la fécondité plus grande des femmes d'origine immigrée expliquent cette augmentation, malgré le départ continu de "Belges de souche" ou d'immigrés plus anciens vers la Flandre et la Wallonie. Les problèmes sociaux (90 % des allocataires sociaux à Bruxelles sont d'ori-

gine immigrée), la tension sur les services publics (administration, hôpitaux, transports publics avec le doublement du nombre de voyages en 15 ans), le besoin de nouvelles places dans les écoles – 40 000 en dix ans –, son coût évidemment considérable ne seront, soit pas abordés du tout (et donc jamais débattus), soit présentés comme s'ils étaient totalement étrangers à la problématique migratoire. Au lieu de la tourner en dérision, l'inquiétude de la population devrait être prise en considération.

Avec T.Bo.

Non

Frédéric Docquier

Professeur d'économie à l'UCL.
Chercheur FNRS, spécialiste des migrations.

■ La Belgique n'est pas un pays d'immigration massive et l'impact de l'immigration sur nos finances publiques et notre marché du travail s'avère positif. Ce n'est pas une opinion mais la réalité des chiffres.

D'avantage que ses voisins (Pays-Bas, France, Allemagne), la Belgique est-elle devenue un pays d'immigration massive ?

Non. Il est clair que ces dernières années ont vu une augmentation du flux d'immigration et du solde migratoire net. Pour qualifier un pays d'immigration massive, il faut regarder l'évolution de son stock – et non flux – d'immigrés. En Belgique, le stock d'immigrés représente 12 % de la population totale. Ce chiffre de 2015 date d'avant la crise des réfugiés – très visible et spec-

taculaire – qui en a alarmé plus d'un. Ces 12 % sont un peu inférieurs au stock d'immigrés en Allemagne, légèrement supérieurs à la France mais la Belgique reste dans la norme européenne et se place très en dessous de ce qu'on appelle des pays d'immigration massive. Qui sont-ils ? Au-delà du cas spécial du Luxembourg avec ses 40 % de stock d'immigrés, ce sont la Suisse, le Canada ou l'Austra-

“ Avec 12 % d'immigrés, la Belgique reste dans la norme européenne, très en dessous des pays d'immigration massive comme le Canada ou l'Australie avec 25 à 27 % d'immigrés.”

lie qui affichent des 25 à 27 % d'immigrés. Maintenant, sur les 50 dernières années, on constate un mouvement commun d'augmentation de l'immigration dans tous les pays riches, de 4 à 5 % d'immigrés dans les années '60 à 12 % aujourd'hui. Elle s'explique par l'immigration Sud-Nord, soit des pays en développement vers les pays riches.

Les effets de l'immigration en Belgique sont-ils globalement positifs ou négatifs ?

En 50 ans, le phénomène est important et davantage visible dans certaines villes et quartiers où les immigrés sont soit ghettoïsés soit préfèrent se rassembler par réseaux pour faciliter leur intégration personnelle. Face à une concentration ici ou là, il est tentant de voir dans l'immigré la cause de pas mal de problèmes. Mais je suis économiste. Quels sont les impacts de l'immigration sur les finances publiques et le marché du travail ? Bénéfiques. Principalement via la contribution des individus (élevée quand l'âge est bas), une augmentation de la demande de biens et services, des investissements... les effets sont positifs dans les pays de l'OCDE. A ce niveau, il y a un relatif consensus dans la littérature économique. Ces gains sont toutefois inégaux pour les natifs, bénéficiant plus aux qualifiés qu'aux non qualifiés. On notera aussi qu'en Belgique et dans les pays scandinaves (Danemark, Suède), l'immigration engendre des bénéfices plus faibles que dans des pays très sélectifs comme le Canada ou l'Australie. Donc l'immigration n'est pas la cause de nos maux. L'augmentation des inégalités, l'augmentation du chômage, l'augmentation des déficits publics sont des phénomènes observés depuis 40 ans, soit avant

que l'immigration ne commence à augmenter fortement.

Avez-vous le sentiment qu'il existe en Belgique une idéologie multiculturaliste dominante qui contrôle le débat public sur l'immigration avec la volonté d'en augmenter ses flux ?

L'immigration polarise la population. On est soit très pour, soit très contre. Selon les opinions publiques, la Belgique n'est pas particulièrement un pays accueillant avec une idéologie positive en la matière. Au regard de l'European social survey (Ndlr : l'ESS est une enquête européenne sur les attitudes, les croyances et les comportements des Européens qui sort tous les deux ans), un Belge sur deux souhaiterait accueillir moins d'immigrés en provenance des pays en développement, ce qui correspond à la moyenne européenne. Par contre, l'opinion des Belges par rapport aux effets économiques de l'immigration est plus négative. 21 % seulement pensent que l'immigration améliore les finances publiques et 25 % qu'elle influence positivement le marché du travail. Dans l'opinion publique, on ne voit donc pas la domination de cette idéologie favorable à l'immigration dont vous parlez. Maintenant, en tant que chercheurs en économie, nous devons étudier la question de l'immigration de la façon la plus objective possible. Et je le répète, les études montrent que, globalement, l'immigration dégage non pas un déficit mais un surplus pour notre société. Plus loin, nous nous sommes interrogés si la diversité (par pays de naissance ou culturelle) pouvait être un phénomène négatif pour notre économie voire altérer la productivité ? Selon les enquêtes, c'est non. Je pense que les résultats des recherches collent plus à la réalité que la perception populaire portée par les enquêtes d'opinion. Il est connu que l'opinion publique surestime toujours le nombre d'immigrés (multipliés par un facteur de 2 à 3) et ses effets négatifs.

Entretien : Thierry Boutte